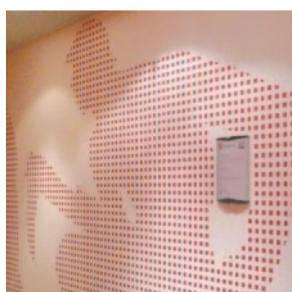




Rapport d'activité



2011

Sommaire

page 2

Message de la Directrice

page 3

Message du Président

page 5

Les actifs, les cotisations, le droit à l'information

- Les affiliés au régime minier en 2011
- Recouvrement des cotisations
- Déclarations individuelles
- La gestion des comptes individuels
- La campagne 2011 du droit à l'information

page 9

La liquidation, le paiement des retraites, et le traitement des réclamations

- Réforme des retraites
- Réforme du régime minier
- Nouveaux avantages attribués en 2011
- Allocations attribuées en 2011
- Les paiements
- L'annulation des droits
- Le traitement des réclamations

page 15

L'information des assurés

- De nouveaux outils de communication
- L'accueil de proximité
- L'accueil téléphonique
- Les courriers et courriels

page 17

Les contrôles, la lutte contre la fraude

- La maîtrise des risques
- Le dispositif de contrôle interne dans les entités et structures opérationnelles : contrôle a priori
- Le dispositif de contrôle interne : contrôle a posteriori
- Le dispositif de contrôle interne : contrôle d'existence et de droits

page 19

L'organisation et la gouvernance

- Un régime en évolution
- Equipe de direction et services de l'établissement de Paris
- La gestion des ressources humaines
- La gouvernance
- Conseils d'administration
- Bureaux du Conseil d'administration

page 25

Annexes financières Le suivi des comptes

- Audit favorable
- Présentation des comptes
- Compte de résultat au 31 décembre 2011 (en millions d'euros)

Message de la Directrice

La période couverte par la Convention d'objectifs et de gestion (COG) CANSSM-Etat 2008-2011 s'achève et les engagements pris pour assurer une gestion maîtrisée des retraites minières ont été satisfaits. C'est une fierté pour l'établissement de Paris et toutes les équipes qui ont participé activement à ces missions. La Caisse des Dépôts a ainsi tenu ses objectifs de maintien d'un haut niveau de qualité de services et de performance économique.

Les chantiers menés ont permis de :

- s'inscrire dans un environnement durable et volontariste pour gérer les populations de retraités et de futurs retraités,
- offrir aux collaborateurs de s'adapter à des métiers en évolution et à de nouveaux outils,
- faciliter la transversalité avec les autres opérateurs retraite grâce aux nouveaux projets de Place tel que le Droit à l'information.

C'est en poursuivant cette démarche et avec ambition que nous allons démarrer la nouvelle COG 2012-2015.

Compte tenu des évolutions réglementaires qui prévoient le transfert vers de nouveaux opérateurs de l'action sociale et de la branche maladie du régime, cette Convention sera pour la première fois établie, directement, entre la Caisse des Dépôts et l'Etat.

Au-delà de ce rapport d'activité, tout au long de l'année, vous pouvez, aussi, accéder à l'information sur le régime et connaître son actualité en vous rendant sur le site www.retraitedesmines.fr

Elisabeth Moulard
Directrice de l'établissement de Paris
Direction des retraites et de la solidarité
Caisse des Dépôts



Message du Président

Le Conseil d'administration et moi-même souhaitons, une nouvelle fois, à travers ce sixième rapport annuel vous apporter une information claire et complète sur l'activité du régime minier en 2011.

Comme vous le savez, c'est la Caisse des Dépôts qui, depuis le 1^{er} janvier 2005, recouvre les cotisations et gère l'assurance vieillesse et invalidité du régime minier.

Pendant cette période couverte par la COG CANSSM-Etat 2008-2011 qui s'achève, et au cours de laquelle de profonds changements sont intervenus, Retraite des Mines a tenu tous les engagements pris pour la gestion des retraites minières.

C'est en continuant cette démarche et avec ambition que va débiter la nouvelle COG Retraite des Mines 2012-2015 dont nous vous rendrons compte, chaque année, en étroite collaboration avec le Conseil d'administration, sa Commission de gestion et les services du gestionnaire.

L'année 2012 verra la mise en place de nouveaux services du Droit à l'information : le relevé individuel de situation électronique (RISe) et l'entretien information retraite à partir de 45 ans.

De nouveaux enjeux sont, ainsi, à écrire et de nouveaux défis à relever au service du monde minier.

Alain Vasselle
Président de la CANSSM



La dernière année de la COG 2008-2011

Au terme de la COG, un bilan a été établi, fin 2011, de la mise en œuvre des engagements pris depuis 2008.

La première exigence que s'est fixée la Caisse des Dépôts en reprenant la gestion de Retraite des Mines en 2005 a été d'offrir un service de qualité aux bénéficiaires du régime. L'ensemble des engagements que la Caisse des dépôts a pris en la matière ont été tenus que ce soit en ce qui concerne la mise à jour des comptes de droits des actifs, la liquidation des pensions dans les délais ou la réponse aux appels téléphoniques.

La Caisse des dépôts a, également, tenu ses engagements en termes de performance économique, en baissant les frais de gestion du régime plus fortement que le nombre de pensionnés ou que le montant des prestations servies grâce à l'adaptation de son organisation et à la maîtrise de ses frais de fonctionnement.

La qualité du système d'informations est également déterminante pour concilier sécurité et performance de gestion. Retraite des Mines bénéficie du système d'informations de la direction des retraites et de la solidarité qui lui permet d'échanger de nombreuses informations avec les acteurs de la protection sociale.

Ce sont ces grandes orientations qui ont servi de ligne directrice au travail des équipes du gestionnaire en 2011.

Chiffres clés

320 448

pensionnés,

1,7 Md d'euros

de pensions,

74 ans

âge moyen des pensionnés

79 ans

âge moyen, pensions de réversion

19%

des retraités vivent à l'étranger

Les actifs, les cotisations, le droit à l'information

Les affiliés au régime minier en 2011

Depuis la parution du décret 2010-976 du 27 août 2010 qui a mis fin à toute nouvelle affiliation au régime spécial de la sécurité sociale minière à compter du 1^{er} septembre 2010, le régime spécial de la sécurité sociale minière est un régime «fermé» et cette situation accentue la diminution des effectifs d'actifs cotisant.

En 2011, continuant à relever du régime minier au titre de leur activité, 5 633 personnes.

Il s'agit :

- ◆ de personnels en activité ou préretraités (Congé charbonnier de fin de carrière et Cessation anticipée d'activité) relevant des exploitants miniers :
 - 2 297 pour l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs,
 - 223 pour les exploitations de sel
 - 171 pour les ardoisières de Trélazé,
 - 123 pour AREVA ;
- ◆ d'anciens salariés de Charbonnages de France qui ont fait l'objet d'une conversion et ont continué à relever du régime minier en vertu du décret 75-08 du 6 janvier 1975 :
 - 503 personnes dont 76 affiliées seulement pour l'assurance-maladie au régime minier ;
- ◆ des 2 316 salariés des Caisses régionales de sécurité sociale minières (CARMI).

Pour ce qui concerne les collaborateurs travaillant en CARMI, ils sont désormais agents de la Caisse Autonome nationale depuis que les CARMI sont devenues des services territoriaux de la CANSSM à partir du 1^{er} septembre 2011, date d'application du décret du 30 août 2011 portant réforme du régime minier.

Certains de ces affiliés sont partis en retraite en cours d'année. Au 31 décembre 2011, Retraite des Mines compte donc environ 5 000 affiliés cotisants.



Recouvrement des cotisations

L'article 15-II du décret du 2 novembre 2004 transférant la compétence du recouvrement à la Caisse des Dépôts, Retraite des Mines procède au recouvrement de cotisations pour la CANSSM, la Caisse nationale d'allocations familiales et les syndicats de transport principalement auprès de sociétés privées.

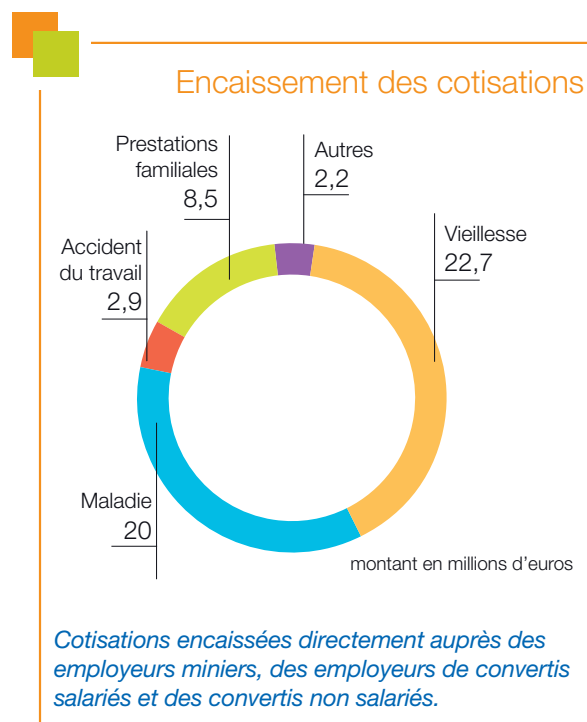
L'activité de gestion de cotisations consiste donc, non seulement à s'assurer que celles-ci sont bien déclarées et réglées par les employeurs, mais aussi à connaître leur origine, leur quantité et les statistiques qui y sont liées. Après ventilation par régimes, les cotisations sont reversées (700 mouvements par mois) aux organismes concernés.

L'assiette des cotisations est déterminée dans les conditions prévues aux articles L. 242-1, R. 242-1 et D. 242-1 du code de la Sécurité sociale notamment.

Pour 2011, les résultats sont les suivants :

Cotisations comptabilisées en 2011 - en droits constatés : 56,3 millions d'euros.

Restes à recouvrer : 2 millions d'euros (taux de recouvrement de : 96,6%).



Déclarations individuelles

En charge de la gestion des comptes individuels retraite des actifs, Retraite des Mines procède également chaque année à la campagne de déclarations auprès des employeurs afin d'alimenter le compte individuel de chaque assuré avec les données élémentaires d'activité. Ces informations permettent de :

produire les documents du droit à l'information des actifs prévus par le GIP Info Retraite,

établir la durée effective des services à retenir pour la liquidation de leur retraite minière.

A cet égard, il est utile de rappeler que la réglementation minière comporte des dispositions spécifiques pour le décompte des périodes de travail. Ces périodes entrent, en effet, en compte pour leur durée effective dans la détermination des droits à la retraite et le nombre de trimestres validés par exercice est indépendant du revenu perçu.

De ce fait, les renseignements communiqués par les employeurs concernent pour chaque assuré les dates limitatives sur l'exercice, les nombres de jours de travail au jour et au fond de la mine ainsi que les montants de salaires plafonnés et déplafonnés qui permettent de déterminer les droits pour la coordination inter-régimes.

La gestion des comptes individuels

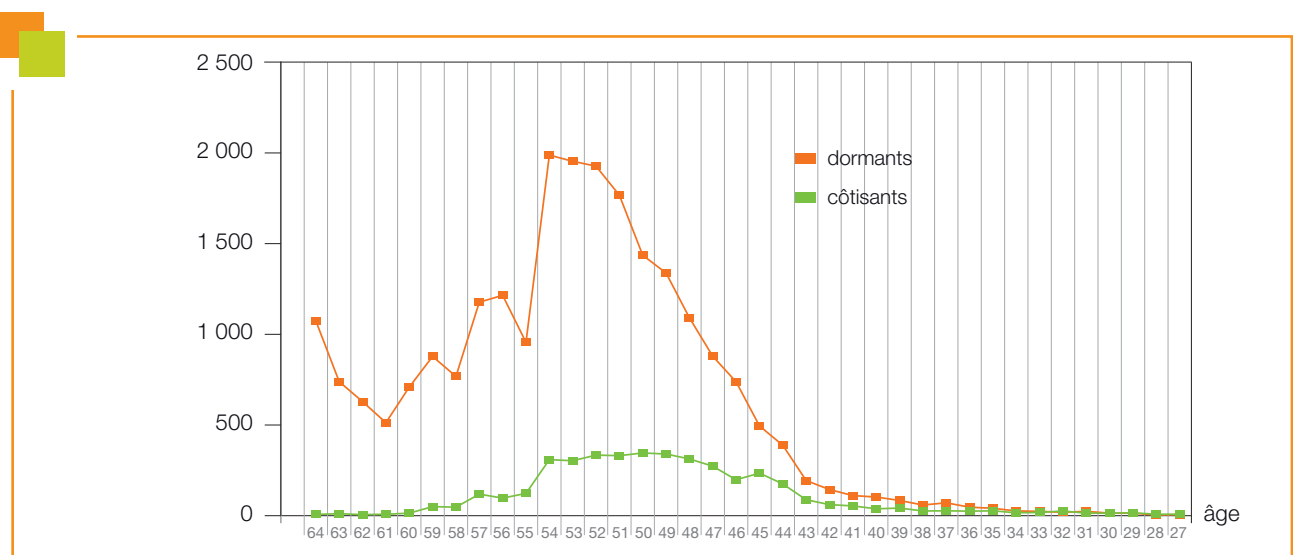
La fin de l'activité extractive minière a entraîné la sortie du régime de nombreux assurés qui ont poursuivi leur carrière en relevant du régime général de sécurité sociale, du régime agricole ou d'autres régimes spéciaux (IEG, SNCF, Collectivités locales...). Ces derniers appartiennent à la population des «polyactifs».

Les travaux d'actuariat ont permis de dénombrer 43 000 personnes dans la catégorie des anciens cotisants.

Comme lors des années précédentes, les services de la Caisse des Dépôts, en charge de la mise à jour des comptes individuels retraite, se sont attachés à fiabiliser prioritairement les carrières des personnes des générations atteignant l'âge d'ouverture des droits à la retraite minière ou bien concernées par les cohortes du droit à l'information.

Autre caractéristique du régime minier : la pyramide des âges des affiliés actifs.

En raison de la diminution des embauches par les exploitants miniers sur les dernières années et de l'affiliation au régime général des personnels CARMi nouvellement recrutés depuis 2005, la grande majorité des cotisants et anciens cotisants du régime des mines atteindra l'âge d'ouverture du droit à la retraite minière avant 2020 et cette situation entraînera une extinction rapide des liquidations de droit personnel.



La campagne 2011 du droit à l'information

Depuis 2007, Retraite des Mines fait partie des 35 régimes mettant en œuvre le dispositif du droit à l'information des assurés.

Ce droit à l'information individuelle, instauré par la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, vise à donner aux assurés une connaissance aussi précise que possible des droits qu'ils sont en cours d'acquérir, en leur communiquant les grands déterminants de leur future retraite, et notamment le nombre de trimestres acquis.

En 2011, huit générations étaient concernées par l'envoi des documents du droit à l'information :

1976, 1971, 1966 ou 1961 pour le relevé individuel de situation (RIS),

1956, 1955, 1954 ou 1951 pour l'estimation individuelle globale (EIG).

Pour Retraite des Mines, ces huit cohortes représentent 14 145 personnes. Pour 3 753 d'entre elles, l'envoi des documents a été effectué par la Caisse des Dépôts dans la mesure où le régime des mines était le régime d'affiliation en cours.

A leur réception, les demandes de compléments d'informations ou de rectifications ont été moins nombreuses que sur les exercices précédents grâce aux travaux menés en 2010 pour fiabiliser les carrières.

La loi 2010-1330 du 9 novembre 2010 a prévu une évolution du dispositif du droit à l'information avec la proposition de nouveaux services, dont l'envoi d'une information générale pour les nouveaux actifs, l'accès au relevé individuel de situation par voie électronique (RISe) et la mise en place d'entretien information carrière à partir de 45 ans.

Ces nouveaux services sont effectifs en 2012, mais à partir du 1^{er} septembre 2011, l'accès au RISe a été possible pour les assurés du régime minier en se connectant sur le portail du site Retraite des Mines.

Un mode d'emploi de ce nouveau service a été diffusé aux assurés intéressés, notamment lors des actions d'information intervenues aux ardoisières de Trélazé et à la mine de Vauvert.

Perspectives 2012

- En 2012, un nouveau dispositif est mis en œuvre par le GIP Info Retraite, avec l'Entretien Information Retraite (EIR) qui concerne les assurés âgés de 45 ans et plus.
- Ce nouveau service permettra à l'assuré de demander un entretien-information retraite avec l'un des régimes auxquels il a appartenu après vérification de son relevé individuel de situation.
- En investissant sur des outils mutualisés, la Caisse des Dépôts permet aux affiliés et anciens assurés du régime des mines de bénéficier des mêmes prestations en termes de droit à l'information que les personnes relevant d'autres régimes.

> Calendrier d'envoi des documents

Année de naissance	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014...
1949	58 ans					63 ans		
1950		58 ans					63 ans	
1951		57 ans			60 ans			
1952			57 ans		60 ans			
1953			56 ans			60 ans		
1954				56 ans	57 ans			60 ans
1955				55 ans	56 ans			
1956					55 ans			
1957	50 ans					55 ans		
1958		50 ans					55 ans	
1959			50 ans					55 ans
1960				50 ans				
1961					50 ans			
1962						50 ans		
1963		45 ans					50 ans	
1964			45 ans					50 ans
1965				45 ans				
1966					45 ans			
1967						45 ans		
1968							45 ans	
1969			40 ans					45 ans
1970				40 ans				
1971					40 ans			
1972						40 ans		
1973							40 ans	
1974								40 ans
1975			35 ans					
1976				35 ans				
1977					35 ans			
1978						35 ans		
1979...							35 ans	

Estimation indicative globale Relevé de situation individuelle

La liquidation, le paiement des retraites et le traitement des réclamations

Depuis la reprise de gestion par la Caisse des Dépôts au 1^{er} janvier 2005, les actions menées par les services de Retraite des Mines ont eu pour principaux objectifs :

- le maintien d'un haut niveau de qualité de service
- l'amélioration de l'efficience de la gestion avec en particulier la garantie de l'exactitude, la sécurité des paiements et l'optimisation du recouvrement des indus.

Ces engagements qualitatifs présents dans la convention d'objectif et de gestion (COG) 2008-2011 seront pérennisés dans la convention liant l'Etat à la Caisse des Dépôts 2012-2015 en cours de préparation.

Réforme des retraites

La réforme des retraites portée par la loi du 9 novembre 2010 a peu impacté les retraites servies aux assurés du régime minier.

En effet, seules les personnes faisant valoir un droit à une pension de coordination attribuée dans les conditions du régime général de sécurité sociale ont été concernées par les principales mesures :

relèvement de l'âge légal de la retraite (de 60 à 62 ans) et de l'annulation de la décote (de 65 à 67 ans)

allongement de la durée d'assurance pour l'obtention d'une retraite au taux plein (166 trimestres pour les assurés nés en 1955)

évolution des règles de calcul du minimum contributif

suppression de la majoration pour conjoint à charge du régime général.

Ces dispositions ont été prises en compte par les gestionnaires de retraites de la Caisse des Dépôts pour l'examen des demandes au titre de la législation générale.

Réforme du régime minier

La réglementation minière a également évolué au cours de l'année 2011 et l'article 81 du décret du 30 août 2011 portant réforme du régime minier a introduit une nouvelle mesure de revalorisation progressive des retraites minières.

Cette mesure concerne les retraités ayant accompli 120 trimestres de services et justifiant d'une date d'effet à pension antérieure au 1^{er} janvier 1995.



retraite des MINES

Revalorisation
des pensions
minières

à compter du
1^{er} novembre 2011

Caisse des Dépôts
Direction des Retraites - Etablissement de Paris

La liquidation, le paiement des retraites et le traitement des réclamations

Il s'agit donc d'un dispositif de «rattrapage» dont la première phase, intervenue au 1^{er} novembre 2011, a concerné les assurés admis à la retraite avant 1992, lesquels ont pu obtenir un relèvement de 0,5% à 3% en fonction de la date d'effet des droits.

Les gestionnaires de retraite et services informatiques ayant anticipé cette mesure, cette opération a été mise en œuvre sans délai dans le mois qui a suivi la date d'application. Elle a concerné près de 85 000 personnes.

Les prochains relèvements interviendront au 1^{er} avril de chaque année en même temps que la revalorisation générale des pensions. Ils permettront de porter à 1,05 en 2015 pour chaque retraité le coefficient d'actualisation des pensions introduit par le décret du 3 mai 2002.

Les dispositions ont été prises pour que ces relèvements soient réalisés sans délai dans le mois qui suit la date d'effet.

Les étapes de la majoration



la majoration supplémentaire de 0,5% sera accordée aux bénéficiaires d'une pension minière de vieillesse ou de réversion basée sur au moins 120 trimestres de services dont l'année de prise d'effet des droits est antérieure au 1^{er} janvier 1993.



la majoration supplémentaire de 0,5% sera accordée aux retraités titulaires du même type de pension sous réserve que la prise d'effet des droits soit antérieure au 1^{er} janvier 1994.



la majoration supplémentaire de 0,5% sera accordée aux retraités titulaires du même type de pension sous réserve que la prise d'effet des droits soit antérieure au 1^{er} janvier 1995.



une dernière majoration supplémentaire de 0,5% sera accordée aux retraités qui ont bénéficié de la mesure de rattrapage entre 2011 et 2014.

La liquidation, le paiement des retraites et le traitement des réclamations

Nouveaux avantages attribués en 2011

Les nouveaux avantages de retraite attribués en 2011 ont concerné :

3 124 nouveaux bénéficiaires d'une pension de droit direct dont 95% résident en France et 5% à l'étranger

5 831 nouveaux bénéficiaires d'une pension de réversion dont 72% résident en France et 28% à l'étranger

A ces avantages principaux, s'ajoutent des majorations de pension prévues par la réglementation minière.

Il s'agit de :

- l'allocation pour enfant à charge qui est versée aux retraités du régime minier résidant en France et ayant des enfants à charge ; cette allocation est servie déduction faite des prestations familiales,
- la majoration pour conjoint à charge ; cet avantage est maintenu dans la réglementation minière et est servi aux retraités dont l'épouse atteint l'âge de 65 ans, sous conditions de ressources et déduction faite des avantages personnels auxquels elle peut prétendre.

Au 31 décembre 2011, ces majorations prévues par la réglementation minière ont concerné 32 137 retraités dont 4 891 pour l'allocation pour enfant à charge et 27 246 pour la majoration conjoint.

Allocations attribuées en 2011

En outre, les titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité du régime minier de moins de 65 ans peuvent également prétendre, sous réserve de conditions de ressources et de conditions médicales, à :

- l'allocation supplémentaire d'invalidité : 21 bénéficiaires en 2011,
- l'allocation de solidarité pour personnes âgées : 6 647 bénéficiaires en 2011 (y compris l'allocation de solidarité pour personnes âgées L. 814-2).

Le traitement des premières demandes est prioritaire pour éviter toute rupture de ressources liée à un changement de situation.



Pour des bénéficiaires résidant en France, en 2011, 99,46% des retraites liquidées, l'ont été dans le mois qui suivait le premier paiement dû.

Le délai moyen de premier paiement se situe à 16,2 jours pour les paiements en France et à 17,8 jours pour les paiements à l'étranger. Ce délai concerne tous les types de pension.

La liquidation, le paiement des retraites et le traitement des réclamations

Les paiements

Au 31 décembre 2011, l'effectif des retraités du régime minier est de 320 448 bénéficiaires dont 45% sont titulaires d'un avantage de réversion.

Sur l'année 2011, 3 839 091 paiements ont été émis pour un montant de prestations égal à 1,718 Md d'euros.

Grâce aux procédures mises en place pour traiter immédiatement les retours d'impayés en raison d'une clôture de compte bancaire ou de problèmes d'acheminement des paiements, les sommes impayées concernent essentiellement des retraités pour lesquels la résidence ou l'existence n'a pu être vérifiée.

Conformément à l'article 180 du décret du 27 novembre 1946, des campagnes de contrôle annuel sont réalisées pour vérifier la situation des retraités.

En 2011, ces dispositifs ont concerné :

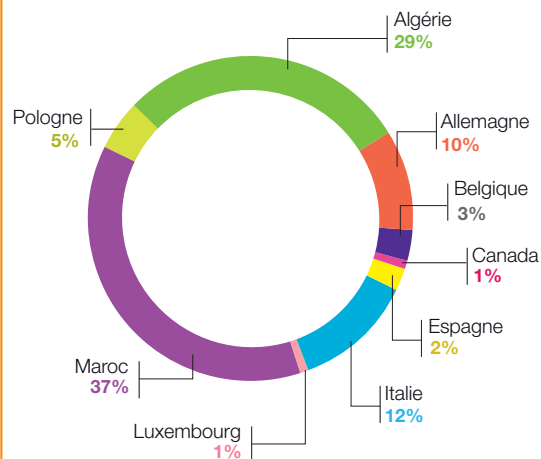
- 81 pensionnés âgés de 100 ans et plus résidant en France
- 19 821 retraités domiciliés à l'étranger
- 10 997 bénéficiaires de la majoration conjoint et 2 973 titulaires de l'allocation pour enfant à charge.
- 962 orphelins âgés de plus de 16 ans.

En fonction des résultats de l'enquête, les versements peuvent être suspendus. A l'issue d'un délai de 2 ans suivant l'interruption du paiement, la prestation est éteinte si l'assuré ne s'est pas manifesté en produisant les éléments justificatifs.

Répartition des paiements France/étranger

France	80,9%
Etranger	19,1%

Répartition des paiements à l'étranger



La liquidation, le paiement des retraites et le traitement des réclamations

L'annulation des droits

Le nombre de retraités a diminué de 2,6% entre 2010 et 2011, passant d'environ 329 000 en 2010 à environ 320 000 en 2011.

Les fins de droits peuvent être liées à un changement de situation dans le cas des bénéficiaires de pensions d'orphelin (arrêt de la prestation à l'âge de 20 ans maximum) ou de réversion (cas des remariages), mais il s'agit essentiellement d'opérations d'annulations liées au décès du titulaire de la prestation.

Pour une grande majorité des assurés, l'information décès est communiquée directement par l'intermédiaire du système national de gestion des identifications. Lors de l'interruption de la prestation, si des arrérages restaient à percevoir par le retraité, ils sont versés aux héritiers ou portés entre les mains du notaire chargé de la succession. Ainsi, au cours de l'année 2011, les gestionnaires ont enregistré près de 18 000 annulations.

Le traitement des réclamations

Les réclamations formulées par les retraités, suite aux décisions de gestion, sont examinées selon les règles du contentieux général de la Sécurité sociale.

La Commission de recours amiable (CRA), émanation du Conseil d'administration de la CANSSM est saisie obligatoirement des recours formés contre les décisions prises, notamment en matière d'attribution de pension, de rejet, de suppression des droits, ou de révision.

Les affaires de trop perçu peuvent faire l'objet d'un examen si l'affilié relève des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 355-3 du Code de la sécurité sociale (CSS), ou s'il a présenté une demande de remise de dette pour précarité au titre de l'article L. 256-4 CSS. Ses décisions sont soumises à l'approbation des autorités de tutelle.

La CRA s'est réunie 3 fois en 2011 et a apprécié 187 affaires se fondant sur les dossiers préparés par l'équipe du Contentieux.



Date de la séance	Contestation de liquidation	Indus L. 256-4	Indus L. 355-3
18 janvier 2011	48	0	0
15 mars 2011	50	28	0
31 mai 2011	51	0	0

Les décisions de la CRA peuvent être déférées devant les Tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS), l'équipe du Contentieux rédigeant les conclusions de ces affaires sur la base des procès-verbaux de la CRA et assurant les plaidoiries devant les tribunaux compétents.

118 affaires ont été portées devant les tribunaux sur l'année 2011, 60 décisions ont été prises dont 55 confirmant la position de la Caisse.

Saisines des tribunaux		Décisions	
Tribunaux	Nombre d'affaires	Favorable	Défavorable
1 ^{ère} instance	63	46	1
appel	38	7	3
cassation	16	1	1
Conseil d'État	1	1	
TOTAL	118	55	5

LES OUTILS DE GESTION

La gestion des retraites minières a bénéficié en 2011 des actions de modernisation du système d'information prévues par le plan informatique de la direction des retraites et de la solidarité, gestionnaire du régime. Les réalisations intervenues en 2011 concernent principalement :

- ◆ le remplacement de l'outillage de calcul des pensions et allocations dans le cadre du projet OCAP

Cet outil modernisé, capable de réaliser plusieurs traitements par mois, permet de diminuer les délais d'attente de leur paiement pour les nouveaux bénéficiaires de prestation.

Le régime minier a été pilote sur cet outillage qui concernera à terme tous les autres fonds gérés par la direction des retraites et de la solidarité (CNRACL, Ircantec...).

- ◆ les échanges inter-régimes avec la poursuite des travaux engagés pour la mise en œuvre du RNCPS¹ et de l'EIRR²

Ces nouveaux outils permettent de mettre en commun au sein de la protection sociale les éléments d'information destinés à mieux connaître la situation des assurés pour le versement à bon droit des prestations et majorations.

- ◆ la mise en œuvre du Relevé individuel de situation électronique (RISe)

¹ RNCPS : répertoire national commun de la protection sociale

² EIRR : échanges inter-régimes de retraite

L'information des assurés

De nouveaux outils de communication

En 2011, le service Communication de l'établissement de Paris a élaboré, en collaboration avec les services de gestion, une nouvelle version du guide du retraité.

Plus facile d'accès, illustré, répondant plus directement aux questions que peuvent se poser les actifs et retraités, ce nouveau guide est systématiquement diffusé à tous les nouveaux retraités et lors de contacts directs entre les affiliés et les gestionnaires de leur retraite. Ce guide actualisé prend en compte les évolutions réglementaires de la réforme du 9 novembre 2010. Il a été présenté pour la première fois lors de la foire de Douai, sur le stand de Retraite des Mines, du 2 au 14 septembre 2011.

L'ensemble des brochures d'information ont, par ailleurs, été mises en conformité avec la nouvelle charte graphique et une nouvelle brochure spécifique à la revalorisation des retraites minières a été rédigée pour anticiper les questions des retraités sur cette nouvelle mesure.

**TOUTES LES PUBLICATIONS
DE RETRAITE DES MINES SONT
DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET**

Le guide du retraité

La pension minière de vieillesse

La pension minière de réversion

La pension d'orphelin

La majoration pour conjoint à charge

L'allocation pour enfant à charge

Barèmes et revalorisations des pensions

La retraite en chiffres

Les événements à signaler

**Revalorisation des pensions minières
à compter du 1^{er} novembre 2011**

L'accueil de proximité

Conformément aux engagements pris dans la COG 2008-2011, Retraite des Mines a poursuivi ses opérations d'accueil de proximité :

- ◆ en région Est, dans le cadre des permanences mensuelles de Forbach et Freyming-Merlebach et des forums internationaux organisés en partenariat avec la Caisse régionale d'assurance vieillesse de Strasbourg
- ◆ en région Nord, avec la participation annuelle à la foire de Douai
- ◆ auprès des actifs du régime minier, au cours des séances d'information réalisées sur le site des Ardoisières de Trélazé et des Salins de Vauvert.

En complément de ces visites en région minière, les assurés sont accueillis, tous les jours ouvrés, sur les 2 sites de l'établissement à Paris et à Metz.



L'information des assurés

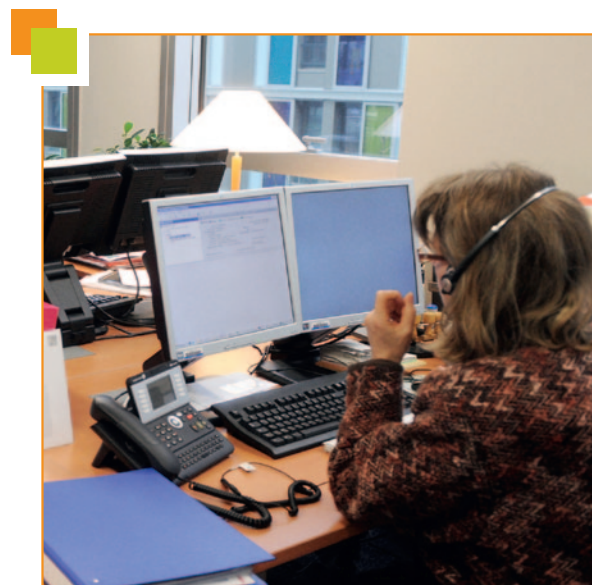
L'accueil téléphonique

Le contact téléphonique demeure le vecteur privilégié par les assurés du régime minier lorsqu'ils souhaitent obtenir une information sur leurs droits ou sur le paiement de leur retraite. En 2011, le volume des appels reçus au centre d'appels de Paris était de 60 265 et 84,73% de ces appels ont pu être traités.

Pour améliorer la prise en charge des appels et optimiser la qualité des réponses, une réorganisation est intervenue en 2011 pour créer un département de la relation client chargé d'assurer les réponses aux demandes d'information, quel que soit le vecteur, téléphonie, accueil physique et courriel.

Par ailleurs, à partir d'une analyse des motifs d'appels, un mode de réponse alternatif a été mis en place pour les questions ne nécessitant pas l'expertise d'un télé-conseiller.

De nouveaux services seront produits par cet outillage en 2012 (délivrance automatique d'attestations fiscales ou de paiement par exemple).



Les courriers et les courriels

En 2011, les services en charge de la gestion des retraites minières ont échangé 3 873 courriers avec les retraités ou leurs représentants (institutions de retraites, notaires, tuteurs, ...).

Les courriers reçus portent, également, sur des questions relatives aux droits futurs ou en cours au titre de la législation minière ou encore sur les modalités de paiement des avantages versés.

Les échanges par courriel représentent seulement 2% des échanges d'informations. Retraite des Mines engagera des travaux en 2012 pour compléter l'offre de services en ligne pour les assurés.



Les contrôles, la lutte contre la fraude

La maîtrise des risques

Le contrôle des risques, rattaché à la Direction du Pilotage, est chargé de décliner la politique de maîtrise des risques de la direction des retraites et de la solidarité au sein de l'établissement de Paris.

Il élabore et révisé, annuellement, la cartographie des risques de l'ensemble des processus opérationnels de l'établissement de Paris.

Il veille à la bonne exécution du contrat d'objectif de contrôles défini pour l'année, établit le plan de contrôle annuel qui regroupe les actions de contrôle de premier niveau, a priori et a posteriori, ainsi que de second niveau, qui sont des contrôles ciblés. Il coordonne, enfin, l'ensemble du dispositif de lutte anti-fraude

Le dispositif de contrôle interne dans les entités et structures opérationnelles : contrôle a priori

Le contrôle interne se concrétise par la mise en place de dispositifs de contrôle propres à sécuriser les opérations de gestion.

Ce dispositif concerne l'organisation et les moyens humains, les dispositifs de reporting et les systèmes de contrôle et d'alerte.

LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Les risques de fraude majeurs pour Retraite des Mines sont liés à la non connaissance d'un décès (non signalement ou production de faux) ainsi qu'aux tentatives de revendications de droits non justifiés (faux sur état-civil ou sur situation familiale).

Le risque de non connaissance d'un décès est particulièrement couvert par les enquêtes d'existence.

L'année 2011, aura vu la mise en place dans les services de gestions de dispositifs visant à prévenir le risque de fraude :

- ◆ création automatique dans les portefeuilles d'affaires «suspension» et «annulation» dès l'enregistrement d'impayés ou la connaissance d'une information décès
- ◆ renforcement de la vérification des relevés d'identité bancaire. Les contrôles de second niveau complètent ces dispositifs.

Les contrôles, la lutte contre la fraude

Le dispositif de contrôle interne : contrôle a posteriori

Un contrôle a posteriori est effectué sur les opérations de gestion majeures, admissions et révisions. Il est établi sur la base d'un échantillon statistiquement représentatif.

Les résultats du contrôle a posteriori sur admissions-révisions sont les suivants pour 2011 : 1 066 contrôles soit un taux de contrôle de 8,87% pour un taux d'erreur de 4,97% et une incidence financière de 24 661€.

Le dispositif de contrôle interne : contrôles d'existence et de droits

Les contrôles annuels sont réalisés pour le contrôle d'existence des résidents à l'étranger ou de droits pour les pensions d'orphelins, les allocations pour enfant à charge (AEC), les prestations sous condition de ressources ou de résidence en France.

Chiffres clés de l'activité 2011

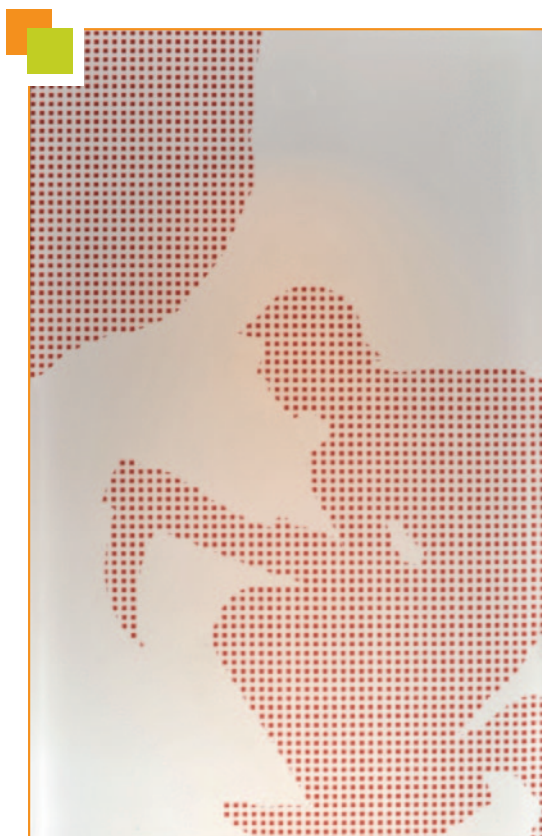
19 821 enquêtes de contrôles
d'existence de pensionnés

1 157 suspensions de paiements
pour non-réponse

10 997 enquêtes de contrôles
d'existence de conjoints

2 973 enquêtes de contrôles des
droits à l'allocation pour enfant à
charge

962 enquêtes de contrôles de
situation des orphelins de plus
de 16 ans



L'organisation et la gouvernance

Un régime en évolution

Le 2ème semestre de l'année 2011 a été fortement marqué par la réforme du régime minier instituée par le décret n° 2011-1034 du 30 août 2011.

Les points forts du décret portent sur :

- la fusion, au 1^{er} septembre 2011, des caisses régionales minières (CARMI) et de la Caisse autonome nationale (CANSSM) en une entité juridique unique : la CANSSM et des services territoriaux,
 - une évolution de la gouvernance proprement dite avec une redéfinition du partage des compétences entre le conseil d'administration et le directeur général de la CANSSM, sur un modèle proche de celui de la CNAMTS ainsi que par la modification de la composition du conseil d'administration de la CANSSM afin de l'adapter à l'évolution du régime minier,
 - un rattrapage progressif des pensions minières pour les retraités ayant accompli une carrière complète en fonction de leur point de départ des droits,
 - les dispositifs de transferts progressifs de gestion des activités de la CANSSM :
- ◆ Transfert de l'action sanitaire et sociale individuelle vers l'ANGDM au 1^{er} avril 2012,
 - ◆ Transfert de l'assurantiel et de l'offre de soins au régime général d'assurance maladie, le 31 décembre 2013 au plus tard.

Dans ce contexte de réforme, l'établissement de Paris prépare la convention d'objectifs et de gestion qui fixera les engagements pour la période 2012-2015.



L'organisation et la gouvernance

Equipe de direction et services de l'établissement de Paris

L'équipe de Direction conduite par la Directrice de l'établissement est chargée d'animer le fonctionnement de l'ensemble des activités de l'établissement de Paris de la direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts, mises au service de Retraite des Mines.

Elle s'appuie sur les responsables opérationnels et les fonctions supports présentes au sein de l'établissement de Paris et de la direction des retraites.

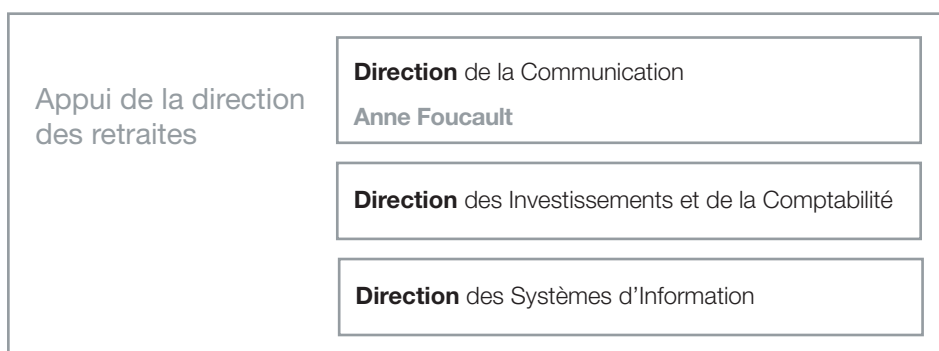
Afin de répondre mieux aux exigences fixées par les COG, d'apporter notamment un meilleur service aux affiliés du régime, l'organisation de l'établissement a été revue en 2011. Un département de la relation-client a, en particulier, été créé afin d'apporter une réponse plus adaptée par les différents canaux que sont l'accueil, le téléphone et les courriels.



L'organisation et la gouvernance

Elisabeth MOULARD
Directrice

Directrice-adjointe



La gestion des Ressources Humaines

L'adaptation de l'organisation de l'établissement de Paris est intervenue, au 1^{er} juillet 2011, avec une mise en œuvre progressive et un dispositif d'accompagnement du changement. Pour la gestion de Retraite des Mines, les principales évolutions ont porté sur :

- la création d'un département de la relation client,
- un rééquilibrage des activités entre les équipes parisiennes et messines, avec le recentrage du site de Metz dans une ligne hiérarchique unique,
- un transfert de la MOA à la direction du pilotage.

La montée en puissance des activités de relation client a nécessité le renforcement des équipes dédiées à cette activité et qui sont en lien opérationnel direct avec les pensionnés. Outre leur renforcement numérique, ces équipes ont bénéficié d'un dispositif de formation visant à accroître les compétences techniques des gestionnaires et à les accompagner dans l'assimilation des nouvelles évolutions réglementaires.

La nouvelle organisation a aussi pour objectif de conforter l'identité de l'établissement installé aujourd'hui sur deux sites, Paris et Metz, et de développer une capacité de réactivité et d'innovation tout en offrant aux collaborateurs une pérennité de l'emploi et des perspectives de carrière.

La démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) est également poursuivie afin, notamment, d'accompagner les collaborateurs et les managers dans l'évolution des métiers, avec comme objectif essentiel de maintenir, voire de développer l'adéquation entre les compétences des gestionnaires et les besoins nouveaux.



La Gouvernance

La Caisse autonome nationale (CANSSM) est dotée d'un conseil d'administration de trente et un membres :

- Le Président, Alain Vasselle, nommé par décret du Président de la République du 2 janvier 2012
- Huit membres représentant les exploitants et anciens exploitants
- Deux membres représentant la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)
- Cinq personnalités qualifiées désignées conjointement par le ministre chargé de la sécurité sociale et le ministre du Budget
- Quinze membres représentant les affiliés, désignés en nombre égal par les organisations syndicales.

Administrateurs représentant les exploitants et anciens exploitants

Titulaires

Laurent BONHOTE
Sylvain DUDA
Stéphane LAYANI
Marius MALINOWSKI
Christian ROUGIER
Jean-Marie SPAETH
Eric SZYMCZAK
Léon VALIN

Suppléants

Ginette ARNOLD
Joëlle ASSET
Jean-Marc BELORGEY
Gilbert GUYOT
Dominique MICHARD
Claude PERUSSEL
Yvan POPEK
Serge SPROCQ

Administrateurs représentant de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés

Titulaires

Jean-Marc BILQUEZ
Michel REGEREAU

Suppléants

Christiane BASSET
Jean-Marc LAMERE

Administrateurs représentant des personnalités qualifiées et sur désignation conjointe du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre du budget

Mohamed ABDELATIF
Jacques LAGRAVE
Thierry PATTOU
Agnès PLASSART
Jean-Dominique TORTUYAUX

Administrateurs représentant les affiliés (15)

Titulaires

Richard CAUDY
Francis CAYEN
Bernard COSTE
Alain CUVILLIER
Salvatore DI ROSA
Dominique DIAGO
Bruno FAUCHON
Raymond FRACKOWIAK
Daniel GOSSET
Éric GROH
Hubert JUNG
Albin KOLODJEWSKI
Gilbert LECHARDEUR
Louis LOSSON
Georges PINA

Suppléants

Serge BOULINGUEZ
Jean-Paul BOYER
Jean-Michel CHOTIN
Roger COLONEL
Édouard DAPVRIL
Michel EIDENSCHENCK
Jean-François HOCHARD
Robert JUTKOWIAK

L'organisation et la gouvernance

...

Pierre KORPAL
Marie-Paule MATHON
Hervé SABBA
Roger SAUER
Kurt SCHIRLE
Norbert TANIUKIEWICZ
Ali ZOUACHE

Commissaires du gouvernement

Titulaires

Laurent GALLET (DSS)
Sébastien COLLIAT (Budget)

Suppléants

Maurice ALLARD (DSS)
Gilbert HIEGEL (Budget)

Représentant du Ministère chargé des Mines

Catherine AUFFRET

Les membres du Conseil d'administration de la Caisse autonome nationale ont été nommés par arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, et du ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat du 2 janvier 2012.

Dans le respect des engagements de l'offre de services, l'équipe de direction de l'établissement de Paris de la direction des retraites et de la solidarité a rapporté, régulièrement, en 2011, devant les instances du régime concernant la gestion opérationnelle de Retraite des Mines.

Conseils d'administration

15 juin 2011

- Rapport d'activité 2010 de Retraite des Mines
- Rapport d'activité 2010 de Retraite des Statutaires
- Budget réalisé 2010 de Retraite des Mines
- Renouvellement des membres de la commission de recours amiable (CRA) et délégation de pouvoir du conseil d'administration à la CRA.

Bureaux du Conseil d'administration

De janvier à juin 2011 inclus, la direction de l'établissement de Paris est intervenue à plusieurs reprises au cours des treize réunions du Bureau du Conseil d'administration.

Annexes financières

Le suivi des comptes

Audit favorable

Les comptes de Retraite des Mines ont été audités par les Commissaires aux Comptes de la Caisse des Dépôts.

A l'issue de cet audit ces derniers ont transmis, lors d'une réunion de synthèse, leur opinion favorable sans réserve aux Commissaires aux Comptes de la Caisse Autonome Nationale.

Le maintien de cette opinion favorable depuis les comptes 2007 confirme la pertinence des travaux menés par les équipes comptables.

Les équipes de la direction des services comptables se sont en particulier mobilisées pour accompagner la mise en œuvre du nouvel outil de calcul des paiements des retraites de la direction des retraites et de la solidarité. Cette mobilisation a permis l'adaptation en temps réel des processus de justification des comptes de charge dans le nouvel environnement.

Les éléments de flux

3 839 091 paiements émis

1, 718 Md€ de pensions payées

7 720 lignes d'écritures manuelles

9 617 créances

- 5 551 après décès
- 4 066 sur dossiers en gestion

314 321 paiements effectués

- 257 152 paiements à terme échu
- 57 169 paiements à terme à échoir

Annexes financières - Le suivi des comptes

Présentation des comptes

Le bilan au 31 décembre 2011 (en millions d'euros)

	2011	2010
ACTIF		
	Actif immobilisé	
	Prestataires débiteurs	1,60 1,65
	Créances d'exploitation	9,69 16,88
	Disponibilité	0,03 0,07
	TOTAL	11,32 18,60

	2011	2010
PASSIF		
	Solde de gestion 2010	-351,09 -299,95
	Solde de gestion 2011	-26,05 -51,14
	Provisions pour risques et charges	5,88 3,87
	Dettes d'exploitation	382,58 365,82
	TOTAL	11,32 18,60

Actif du bilan

■ Prestataires débiteurs

Le poste net est en baisse de 2,43 %.

Le portefeuille de créances a augmenté de 11%.

Cette tendance n'est pas répartie de manière identique sur :

- ◆ les indus en gestion (+1,67%),
- ◆ les indus après décès (+13,82%).

La provision pour risque a augmenté en 2011 pour prendre en compte l'augmentation du solde des indus ne faisant pas l'objet d'un précompte.

■ Créances d'exploitation en diminution de 7,2 M€ (-43%).

L'essentiel de ce poste est constitué des produits à recevoir de cotisations pour 60% (entièrement encaissées en janvier 2012) et des créances sur l'Etat (Retraites anticipées) pour 40%.

En 2010, la créance sur l'Etat au titre du remboursement des Retraites Anticipées s'élevait à 9,7 M€.

En 2011, le montant de 2,8 M€ correspond à la facture de novembre 2011.

Passif du bilan

■ Provisions pour charges de prestations : ont augmenté en 2011 de 2,01 M€ (+52%) sur la base d'une étude actuarielle,

■ Dettes d'exploitation : en augmentation essentiellement du fait du compte de liaison qui retrace les mouvements de trésorerie.

On notera, cependant, la diminution des charges à payer de gestion administrative (-21%) et la baisse de l'encours des pensions (-1,38%).

Il convient de noter, également, que les restes à payer de pensions sont en forte augmentation (+58%) du fait du report, par les services de gestion, d'une opération annuelle d'apurement.

Annexes financières - Le suivi des comptes

	2011	2010
CHARGES		
Prestations	1 718,11	1 737,95
Autres charges techniques	16,75	23,55
Charges de gestion courante	23,30	24,02
Charges financières	1,93	0,19
Charges exceptionnelles	0,00	0,29
Sous totaux	1 760,09	1 786,00
Solde de gestion		
TOTAL	1 760,09	1 786,00

	2011	2010
PRODUITS		
Cotisations, produits affectés	27,46	30,55
Produits techniques	1 683,19	1 680,35
Produits de gestion courante	23,39	23,96
Produits financiers	0,00	0,00
Produits exceptionnels	0,00	0,00
Sous totaux	1 734,04	1 734,86
Solde de gestion	26,05	51,14
TOTAL	1 760,09	1 786,00

Charges

- ◆ Diminution de la charge des prestations dans la proportion anticipée par les projections (-1,14%).
- ◆ Diminution des autres charges techniques essentiellement du fait des régularisations de compensation.
- ◆ Gestion courante en baisse conformément à la COG (-3,15%).
- ◆ Forte augmentation des provisions pour charges de prestations (+2,01 M€ soit 52 %) pour corriger l'estimation 2010.
- ◆ Les charges exceptionnelles : en 2011, aucune charge exceptionnelle n'a été comptabilisée. En 2010, il s'agissait de la régularisation du compte ACOS.

Produits

- ◆ Diminution des cotisations (-14,38%). Par le mécanisme des allègements, le poste diminue de 10,11%.
- ◆ Diminution des versements de compensation de (-203 M€) compensé par l'augmentation de la subvention de l'Etat (+205 M€).
- ◆ Reprise de la provision sur les créances de prestations (3,87M€).





Établissement de Paris
2, avenue Pierre Mendès France
TSA n° 61348
75914 Paris cedex 13
Tél : 01 58 50 00 00

www.cdc.retraites.fr



10-31-1238 / Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / pefc-france.org